



Augmentation des conventions Cifre : illustration d'un nouveau paradigme d'action de l'État ? Observations croisées avec les politiques d'éducation prioritaire

Carine Mira

► To cite this version:

Carine Mira. Augmentation des conventions Cifre : illustration d'un nouveau paradigme d'action de l'État ? Observations croisées avec les politiques d'éducation prioritaire. La recherche sous contrainte, Apr 2022, Nanterre, France. <hal-03653562v2>

HAL Id: hal-03653562

<https://hal.science/hal-03653562v2>

Submitted on 12 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Axe 3 : Les Cifre, image des transformations de la recherche publique

Titre : L'augmentation des conventions Cifre : illustration d'un nouveau paradigme de l'État éducateur ? Observations croisées avec les politiques d'éducation prioritaire

Le nombre de contrats de thèse dits Cifre, est en nette augmentation, à la fois dans les sciences humaines et dans les sciences dites dures, comme le rappelle l'appel à communication de ces journées d'étude¹. Ce type de contrat, répondant du droit privé, met en relation l'État, l'entreprise et l'Université par un accord reposant sur la répartition des obligations, des coûts et des bénéfices entre les trois acteurs. Les intérêts des trois acteurs s'y rencontrent : pour l'État, l'incitation à innover et créer, en contrôlant les sujets de recherche par le processus de sélection ; pour l'entreprise, le développement et la recherche adaptés à ses enjeux, tout en bénéficiant d'importantes déductions fiscales ; pour l'Université, un contrat de recherche en supportant un coût financier minime mais qui contribue à sa reconnaissance. L'État et l'entreprise engagent leurs ressources financières, l'Université engage ses ressources matérielles et humaines dans ce type de contrat (Grant, 1991). Pourtant, les thèses Cifre ne sont pas sans poser question du fait de la répartition des financements, des types d'acteurs qui s'y engagent. Ces contrats nous semblent aller dans le sens des politiques éducatives mises en place plus largement aujourd'hui. Ce type de financement nous semble en effet se positionner dans la même lignée que notre objet de recherche : les dispositifs d'accompagnement à l'orientation dans les territoires dits d'éducation prioritaire. Ces territoires concentrent de nombreuses politiques publiques qui imposent et gouvernent par des projets et des contrats mettant en œuvre des partenariats, instaurant par ce biais un paradigme de politique éducative apparemment éloigné de l'État éducateur (Barrère, 2013 ; Ben Ayed, 2021 ; Epstein, 2005 ; Ferhat, 2021 ; Voléry, 2008).

Nous nous proposons d'envisager dans quelle mesure l'augmentation des thèses en contrat Cifre pourrait être perçue comme l'un des symptômes d'une mutation des politiques éducatives et plus largement du système éducatif. Cette conception dans laquelle l'État « éducateur » centralisé laisserait la place à une délocalisation et à un partage des ressources entre les acteurs publics et privés, afin de partager les coûts et les bénéfices.

Afin d'étudier cette question, nous nous proposons d'abord de poser le cadre de notre réflexion : l'augmentation des contrats Cifre (chiffres fournis par l'ANRT), la baisse des investissements par étudiant au sein de l'Université (DEPP, 2021), les allègements fiscaux et plus largement les avantages des contrats Cifre pour les entreprises et les universités, au vu de leurs ressources respectives. Ensuite, nous reprendrons les conditions et modalités d'obtention d'un contrat Cifre en évoquant les grandes étapes de montage du projet. Dès lors, nous proposerons un comparatif entre le montage du projet de thèse Cifre et les demandes de financements adressés à l'État par les acteurs associatifs et éducatifs locaux (Barrère, 2013 ; Epstein, 2005 ; Frandji, 2015 ; Le Cor, 2012 ; Voléry, 2008), tout en mentionnant les contraintes dues à cette multiplicité d'acteurs impliqués (Perrin-Joly, 2010 ; Pesle, 2020). Pour cela, nous nous appuyons sur notre terrain de thèse : les dispositifs mis en place sur les territoires d'éducation prioritaire, en questionnant les enjeux de gouvernance, de projets et de contrats. Enfin, nous terminerons par une ouverture sur les impacts des financements privés permettant des déductions fiscales, dans une perspective systémique sur le long terme (Frumkin & al, 2020).

¹ « Moins de 800 (contrats) en 2001, à 1377 en 2016, soit 10% des doctorant-e-s bénéficiant d'un financement, notamment en sciences humaines (27% des CIFRE pour un mode de financement destiné au départ à la recherche « industrielle ») », Appel à communication « JE : la recherche sous contraintes », page 2

Présentation

- Carine Mira
- Doctorante Cifre 2^e année en sciences de l'éducation (CY Cergy-Paris Université, laboratoire Bonheurs) et sciences de gestion (Jean Monnet-St Etienne, laboratoire Coactis)
- Sujet de thèse : Étude de dispositifs d'accompagnement à l'orientation et à la réussite de collégiens et lycéens dans des écosystèmes territoriaux

Courte bibliographie

Barrère, A. (2013). La montée des dispositifs : Un nouvel âge de l'organisation scolaire. *Carrefours de l'éducation*, 2(36), 95-116.

Epstein, R. (2005). Quand l'Etat se retire des territoires. *Esprit*, 11, 96-111. <https://doi.org/halshs-00130034>

Frandji, D. (2015). La territorialisation des politiques éducatives en France. Des tensions récurrentes. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 76, 115-124.

Grant R.M., "The resource-based theory of competitive advantage : implications for strategy formulation", *California Management Review*, spring 1991, p. 114-135.

Le Cor, C. (2012). Le projet à travers des textes officiels de l'Education nationale. *Spécificités*, 1(5), 175-190.

Perrin-Joly, C. (2010). De la recherche salariée en France : Lien de subordination et liberté de la recherche. *Sociologies [Online], Research experiments, Expériences de recherche*.
<http://journals.openedition.org/sociologies/3380>

Pesle, M. (2020). Analyse d'un partenariat fragmenté : Enjeux municipaux et centralité gestionnaire dans le politique éducative métropolitaine. *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, 53(2), 69-87.

Voléry, I. (2008). Sociogenèse d'un mode de gouvernance territoriale. Le cas d'un contrat éducatif local. *Revue française de science politique*, 58(5), 743-771.